

30 octobre 2019

Rencontre avec l'Élysée - Soyons vigilants et restons mobilisés

L'intersyndicale CGT, CFE, CFDT, FO a été reçue par l'Élysée, ce lundi, 28 octobre.

La délégation CGT a fustigé les dogmes néolibéraux évoqués par les conseillers de l'Élysée en réponse à la déclaration commune pour justifier la commande du projet Hercule au PDG d'EDF.

Pour la CGT, l'électricité, produit de première nécessité, ne peut être soumise aux dictats d'un marché où la concurrence est reine, d'autant que le résultat sur la facture d'électricité bien que contenu par le tarif réglementé est saisissant : +35% depuis 2004 et donc une précarité énergétique en croissance perpétuelle. La loi NOME, rejetée et combattue par la CGT dès sa mise en œuvre, devait favoriser la concurrence. A-t-elle encore son utilité aujourd'hui alors que les « concurrents » sur la fourniture sont aidés par un accès à une production bas carbone à un prix fixe et plancher ? Belle aubaine pour un pétrolier dégagant déjà 210 milliards d'Euros de chiffres d'affaires cette année.

Alors pourquoi Hercule si ce n'est pour engraisser un peu plus ceux qui ont permis l'élévation d'un ministre de l'économie néolibéral jusqu'à la présidence de la République. Face aux 13 millions de français en précarité énergétique, face au 9 millions de français vivant en dessous du seuil de pauvreté, des projets qui ne feront que continuer une politique d'augmentation des prix au profit des plus riches sont à proscrire. L'énergie fait partie des besoins de première nécessité et la FNME-CGT a rappelé sa revendication d'une baisse de la TVA de 20% à 5,5%.

La santé d'EDF n'est pas catastrophique, loin s'en faut. L'organisme de notation tant chérie des boursicoteurs lui attribue même une note plus élevée qu'à ses concurrents européens* ! Un comble alors que c'est une des excuses du gouvernement pour justifier l'injustifiable. Les usagers s'y retrouvent encore puisque grâce aux investissements industriels du passé, le prix de l'électricité est un des plus bas d'Europe.

EDF est le pilier de l'équilibre technique Offre & Demande et porte le risque industriel. Pourquoi en demander plus ? Pour la FNME CGT, cette fausse concurrence n'a plus lieu d'être et doit être abandonnée pour revenir à un service public élargi à l'efficacité énergétique, garantissant un accès pour tous à un tarif péréqué tout en assurant des investissements déconnectés des affres financières et donc s'engager pleinement dans la transition énergétique.

La délégation a en outre rappelé qu'il ne serait pas tolérable de se servir de l'Union européenne pour justifier une quelconque privatisation. L'électricité bas carbone peut très bien être un bien de première nécessité souverain et qualifié comme tel face à la lutte contre le changement climatique.

Les interventions des délégations successives de la FNME CGT auprès des plus hautes instances, le rapport de force des 19 septembre et 17 octobre et les quasi 30 000 signatures de la pétition avec les autres fédérations y compris en temps d'élections, ont contribué à bousculer les préjugés de l'Élysée.

L'heure est maintenant à savoir à qui fera-t-on manger le chapeau ?

Dans toute cette incertitude et en attendant la réponse de l'Élysée sous quinzaine, la FNME CGT appelle les agents à s'occuper aussi de leur régime spécial de retraite menacé par la réforme gouvernementale. C'est d'ailleurs pour cette raison que la FNME CGT appelle les agents à s'inscrire dans la grève reconductible nationale à compter du 5 décembre.

*A3 pour EDF (passée de A1 à A2 après l'annonce de la construction d'HPC), RWE Baa3, EON Baa2 Enel Baa2

Contact

01 55 82 78 00

www.fnme-cgt.fr



FNME CGT

263 rue de Paris 93516
MONTREUIL Cedex

#Fédérer les Énergies



Contact

01 55 82 78 00

www.fnme-cgt.fr



FNME CGT

263 rue de Paris 93516
MONTREUIL Cedex

*Fédérer les Énergies*

